



DECLARATION SNFOLL

CAPA DU 25 MAI 2022

Monsieur le Recteur,

Cette Capa se tient après les résultats de l'élection présidentielle et à quelques semaines des législatives. La promesse de changement faite par le président à l'issue de son élection n'a pas fait long feu : au bout de 24 jours de négociations pour former un gouvernement tout neuf, 14 des ministres qui le composent faisaient déjà partie du gouvernement précédent (sur 27). Macron a bel et bien décidé de poursuivre sa politique de destruction des services publics.

On ne peut s'empêcher d'être satisfait que Monsieur Blanquer ait été débarqué, mais si le nouveau ministre, aussi sympathique soit-il, ne change pas radicalement d'orientation, poursuit les réformes de Blanquer, la colère ne va pas s'éteindre.

Les revendications demeurent :

- Il est urgent d'augmenter le point d'indice de 22,68 % pour tous, sans condition de nouvelles missions comme le souhaite le président. Il est inadmissible qu'un enseignant débute à 1,1 % du smic, qu'il soit bénéficiaire de toutes les aides réservées aux plus démunis et qu'on ne lui accorde une augmentation qu'à condition d'en faire plus.

- Il faut un retour à la retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités. FO est prêt à engager toutes ses forces dans la bataille pour le maintien du système de retraite par répartition, fondé sur la solidarité nationale. Partir à 65 ans, attendre 70 ans pour une retraite à taux plein, utiliser le 49-3 pour faire passer la réforme..., encore et toujours, c'est la provocation contre les salariés et leurs revendications.

- Il faut un retour au bac national avec des épreuves terminales et anonymes, un bac qui redevienne le premier grade universitaire, il faut donc en conséquences l'abrogation de parcoursup. Alors que la communication officielle met en avant une prétendue reconquête du mois de juin, c'est l'organisation du chaos au mois de mai qui s'est en réalité produite dans les lycées, des dizaines d'heures de cours pour les élèves de seconde et de première ont été supprimées.

-Il faut un recrutement massif d'enseignants titulaires afin de rétablir des classes à effectifs décents, afin de préserver les conditions de travail de ceux qui n'ont pas encore craqué, afin de rétablir des programmes disciplinaires. La suppression des maths décidée pour des raisons financières est inadmissible, le contenu du nouveau programme proposé est problématique : d'après les associations spécialistes, le contenu mathématique ne permettra pas de régler les problèmes des lycéens suivant la spécialité « économie », ce contenu est forcément lié aux autres matières de l'enseignement scientifique – peut-être pour que ce ne soit pas que les profs de maths qui puissent l'enseigner- et les commentaires du programme sont clairement discriminants à l'égard des femmes :

extrait : « *Des exemples de ce type peuvent peut-être concilier avec les mathématiques certains élèves, notamment des jeunes filles, ayant une vision soit totalement « désincarnée », soit purement techniciste, des mathématiques.* »

- Il faut en finir avec La réforme Blanquer de la formation des enseignants qui a contribué à la désaffection des concours en faisant passer les épreuves du CAPES non plus en première année de master mais en seconde année .

La charge de travail pour les candidats-étudiants a été colossale . Cette réforme a permis au ministre d'affecter une quantité très importante de stagiaires à 100 % après le M2 et de mettre en place les nouveaux « *alternants contractuels* », ultra-précaires, au premier semestre de leur M2. Pour 2022-2023, le ministre aggrave encore la formation des enseignants en généralisant l'emploi des « *alternants contractuels* » au second semestre du M1, ce qui lui permet de disposer d'une main d'œuvre beaucoup moins coûteuse tout au long de l'année scolaire, au détriment des conditions de travail, des droits et du salaire de ces jeunes enseignants.

Combiné à une nouvelle épreuve visant à vérifier l'obéissance aveugle des candidats à la vision très particulière de Blanquer des valeurs de la république et de la laïcité, de nombreux jeunes ont jeté l'éponge.

FO demande l'abandon de cette épreuve d'entretien, le maintien d'épreuves disciplinaires, et un allègement net du service des stagiaires : pourquoi pas 4-6h d'enseignement, comme lorsque l'année de stage avait pour but la formation et non l'opportunité de fermer des postes.

- Il faut un engagement financier pour accorder les allègements de service à tous ceux qui en ont besoin, il n'est pas normal qu'on demande à des personnes handicapés ou en situation difficile de se mettre « à mi-temps » ; il faut indemniser les dépenses de transports des contractuels qu'on envoie en mission dans des communes en dehors de leur établissement de rattachement, certains dépensent plus de 400 euros par mois en essence.

On peut espérer que le nouveau ministre aura une conception différente de sa mission, qu'il ne considérera pas comme son prédécesseur que les informations ne peuvent circuler que de haut en bas, aussi nous vous demandons Monsieur le Recteur de lui faire remonter ces revendications. Il y a énormément à faire pour redresser notre éducation nationale.

Pour revenir à l'objet de cette CAPA, il y a un peu plus de congés formation accordés que l'an passé, tous ceux qui en étaient à leur 4ème demande ont été proposés mais nous aimerions que vous nous expliquiez, sans pour autant les remettre en cause, ce qui a déterminé vos choix pour les 4 personnes proposées qui n'en étaient pas à ce nombre de demandes. Nous demandons bien évidemment une augmentation de ce nombre de congés formation : le ministère a encore rendu 75 millions en 2021 après les centaines de millions des années précédentes. Il est inadmissible que la réponse apportée à toutes les revendications soit « on n'a pas les moyens ».